

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Léon CHEVRE

Une semaine sociale 31 juillet-6 août

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1911, tome 13, p. 161-164

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Une Semaine Sociale

31 juillet — 6 août

Nous nous faisons un plaisir d'annoncer la VIII^me Semaine Sociale de France et de reproduire les lignes suivantes qui sont une des plus belles pages de l'histoire du grand mouvement social chrétien. Nous sommes heureux de rappeler la part qui revient à notre Suisse catholique dans cette merveilleuse organisation des Semaines Sociales.

Puisse cette nouvelle semaine de St-Etienne être un terrain de rencontre pour tous les catholiques de France en même temps qu'une occasion, pour tous les promoteurs du mouvement social catholique, d'établir des rapports destinés à développer l'union des cœurs et à favoriser nos communs efforts dans l'oeuvre de restauration sociale chrétienne.

Les préoccupations *sociales* sont du domaine de l'actualité.

Il faudrait être aveugle et sourd pour n'en point reconnaître l'évidence.

On trouverait difficilement aujourd'hui, en Europe, un milieu où elles ne se soient imposées à tous les hommes clairvoyants.

La force de ces préoccupations est si grande qu'après avoir, depuis longtemps, conquis la tribune et la presse, elle envahit le roman et le théâtre.

Sous ses dehors si brillants et si prospères, notre société moderne souffre en effet d'un mal compliqué qui atteint jusqu'à ses organes essentiels.

Un sentiment de malaise indéfinissable, des agitations renouvelées et sans cesse élargies, des conflits de classes qui tournent à la violence, des méfiances qui paralysent le jeu des institutions sociales : tels sont les indices certains et visibles de ce mal.

Envisagée de plus près, la crise sociale s'affirme dans le nombre croissant des prolétaires vivant au jour le jour, sans sécurité pour le lendemain, dans l'émigration des populations rurales vers les villes, dans la concurrence illimitée qui donne aux plus forts et aux plus riches une suprématie sans contrôle, dans l'appauvrissement des classes moyennes désormais privées de leur indépendance et de leurs instruments de travail, dans la progression des maladies sociales comme l'alcoolisme, la criminalité, la tuberculose, la dépopulation, enfin dans l'absence de toute organisation capable de régler, pacifiquement et selon la justice, les conflits sociaux.

La vue de ces misères a depuis longtemps suscité des mouvements de pitié et fait naître des réformateurs vite groupés en partis ou en Ecoles.

Pour les uns, un meilleur emploi des libertés sociales et un redoublement de bienfaisance privée devaient suffire à conjurer le mal.

Pour les autres, les progrès d'une science toute mécanique devaient un jour résoudre la question.

Suivant d'autres encore, le meilleur était d'opposer aux appétits une barrière infranchissable en instituant un mode de vie économique et politique qui soit égalitaire.

Mais en dépit de tous ces systèmes, le mal n'a fait que croître.

Chaque jour on s'aperçoit davantage que ce mal tient à des causes plus profondes, que la piété individuelle est impuissante, quand tout l'organisme social est affecté, que la liberté et la science, qui agrandissent le pouvoir de l'homme, ne suffisent ni à le discipliner, ni à le moraliser, que l'égalité matérielle elle-même, enfin, ne peut supprimer des antagonismes qui ont ailleurs leur source.

Tous ces réformateurs, au surplus, s'accordaient dans un parti-pris de négation religieuse. Ils croyaient naïvement

qu'il était indispensable au succès de leurs vues que l'homme ait cessé de croire, et, pour beaucoup, ce fut la première besogne à laquelle ils s'employèrent avec un inlassable zèle.

Pourtant, dans le même moment, des croyants sincères, des catholiques, s'appliquaient à l'étude des questions sociales.

Une volonté commune les rassemblait. Attachés à l'Eglise par le fond le plus intime de leurs âmes, convaincus que ses enseignements posent tous les principes de la science sociale, ils se réunissaient pour les étudier ensemble, « pour en tirer les grandes lignes d'un programme de réforme chrétienne, applicable à toutes les nations, suivant les besoins et la condition de chacune ».

Les catholiques groupés, il y a vingt-cinq ans, à Fribourg, en des réunions d'études, avaient pour eux l'immense supériorité que donne une doctrine dont les incomparables enseignements ne restent muets sur aucun des points de départ et aucun des buts de l'activité humaine.

En face d'un problème que d'aucuns réduisaient à une simple crise de croissance et qu'ils résolvaient par la liberté, où d'autres ne voyaient qu'une question matérielle et qu'ils résolvaient par le partage égalitaire, le catholicisme offrait une solution plus large et plus profonde, plus spirituelle dans son principe et plus humaine dans ses conséquences. Ses dogmes et sa morale, en effet, impliquent des devoirs précis sur l'emploi de la vie, sur l'usage du pouvoir et de la richesse, sur la pratique de la justice et de la charité vis à vis du semblable. Et leurs prescriptions ont une autre force et un autre caractère que les arrêts de la sociologie matérialiste.

Mais les catholiques français, unis à Fribourg aux catholiques des autres nations, avaient contre eux, dans leur pays, la force écrasante des passions et des préjugés irrégieux.

Pendant qu'en Allemagne, en Belgique, en Autriche, les réformes élaborées à Fribourg s'établissaient à la faveur de la paix religieuse, les catholiques français devaient supporter les coups d'une législation vexatoire et spoliatrice.

Jamais pourtant l'effort inauguré par les réunions d'études de Fribourg ne cessa de se poursuivre.

En dépit des nouvelles préoccupations créées par la situation religieuse, un travail insoupçonné s'opérait dans certains milieux.

La jeunesse y prit sa part. Elle pressentait que la guerre religieuse ne parviendrait point à éviter les redoutables échéances et c'est elle qui se fit l'héritière et la continuatrice de la pensée sociale chrétienne de ses aînés.

De France, sa renommée et ses méthodes ont débordé sur les pays voisins. L'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Autriche, la Pologne, la Hollande et la Suisse ont maintenant, chaque année, leur Semaine sociale.

Telle est la brève et réconfortante histoire de l'institution qui va transporter à Saint-Etienne, du 31 juillet au 6 août prochain, ses chaires d'enseignement doctrinal et pratique.

C.

L.